

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

ONE : le succès de la réforme à l'horizon

GM. NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

POUR permettre à l'Office national de l'emploi (ONE) de se doter d'outils lui permettant d'atteindre ses objectifs, le gouvernement avait décidé de la réformer. Une réforme dont l'objectif final est d'augmenter l'offre de formation et d'améliorer l'employabilité des jeunes.

Le gouvernement a mis en place un dispositif d'aide d'accès à l'emploi porté par deux programmes, dont le "Projet de développement des compétences et de l'employabilité (Prodece)". L'ONE avait été désigné comme agence d'exécution dudit programme. Le Prodece comprend

trois composantes : l'extension de l'offre de formation et développement des compétences dans les secteurs porteurs de croissance ; l'amélioration de l'employabilité, insertion des jeunes et promotion de l'entrepreneuriat ; le renforcement des capacités institutionnelles et gestion du projet. Chaque projet est respectivement financé par un prêt de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Bird).

Le Programme apprentissage dual est une formation en alternance dans un centre de formation et dans une entreprise destinée aux jeunes sans qualification, de niveau primaire et secondaire, déscolarisés et sans emploi âgés de 16 à 24 ans. Cet apprentissage dure de 12 à



Photo : Innocent M'BADOUWA/L'Union

24 mois. Pour un objectif de 2 400 jeunes, 2 195 jeunes ont été placés en apprentissage, soit un taux de 91,46 %.

Le Programme de stages en entreprise permet aux jeunes Gabonais de 16 à 34 ans diplômés de l'enseignement général

supérieur y compris le bac, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, d'acquies une première expérience professionnelle et de développer leurs compétences

afin de faciliter leur insertion dans la vie active.

Ce stage a une durée de 6 mois renouvelable une fois. Pour un objectif de 3 800 jeunes, 3 930 jeunes ont été placés en stage soit un taux de 103,42 %.

Résorber le chômage : une volonté politique visible



Photo : H.N.M

GMNN
Libreville/Gabon

CES dernières années, les actions engagées contre le chômage dévoilent une réelle volonté gouvernementale de bloquer la progression de ce phénomène qui paralyse l'épanouissement de la jeunesse. Pour cela, il fallait, en effet, attaquer le mal à la racine, en adaptant les enseignements et les formations aux demandes du marché de l'emploi. Le 9 avril dernier, l'une des facettes de cette volonté s'est exprimée à travers l'ouverture du Centre international de formation professionnelle (CIFP) de Nkok. Cette importante structure propose 11 filières aux apprenants :

l'ingénierie mécanique, la maintenance des machines agricoles, l'ingénierie de soudage, la maintenance informatique, l'ingénierie du froid et climatisation, une filière aéronautique, etc.

En 2014, lors de la tenue des premières Assises sociales du Gabon, en ce qui concerne l'employabilité des jeunes, le chef de l'État avait décidé de l'instauration d'un contrat d'apprentissage jeunesse obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés.

Dans la même lancée, dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT) mis en place en 2021, le gouvernement a inscrit l'emploi comme axe prioritaire qui vise la pérennisation du dispositif d'aide d'accès à l'emploi et à la formation initiale et continue.

Enseignement professionnel : des difficultés réelles

GMNN
Libreville/Gabon

LE passage de l'école à la vie active peut être une transition douloureuse lorsqu'elle est mal amorcée. En effet, le niveau élevé du chômage est souvent alimenté par des diplômés dont la formation ou la qualification ne permet pas de se trouver facilement un emploi sur le marché du travail. Cela découle, en grande partie, de choix ou d'orientations tout au long du parcours scolaire qui ne sont pas des réponses à la demande du marché de l'emploi.

Toutefois, après l'obtention de leur baccalauréat, de plus en plus de jeunes se dirigent vers l'enseignement et la formation professionnelle. L'une des difficultés majeures est le coût des formations. Elles ne sont pas gratuites. La plupart des écoles offrant une formation professionnelle sont des structures privées. À bout de



Photo : R.H.A

L'Institut national des sciences de gestion.

forces financières, de nombreux étudiants abandonnent encore leurs études au bout de la 2e ou de la 3e année.

Certes, des écoles publiques d'enseignement et de formation professionnels existent. Mais ces structures présentent souvent des faiblesses d'équipement ou de fonctionnement. Les établissements publics comme l'Institut national des sciences de gestion (INGG) traversent fréquemment des mouvements d'humeur qui

perturbent leur fonctionnement. Il arrive qu'une année académique débute alors que la précédente n'a pas été achevée, en raison de la grogne des enseignants pour non-paiement de prime ou de salaire.

Le 4 août 2020, les étudiants de l'Institut supérieur de technologie (IST) entraînent en grève. Motif : la non-transmission des résultats de l'année académique 2018-2019 à l'Agence nationale des bourses du Gabon (ANBG).